



HAL
open science

Les manifestations discrètes de la domestication partisane

Philippe Aldrin, Anne-Sophie Petitfils

► **To cite this version:**

Philippe Aldrin, Anne-Sophie Petitfils. Les manifestations discrètes de la domestication partisane. Philippe Aldrin; Pierre Fournier; Vincent Geisser; Yves Mirman. L'enquête en danger. Vers un nouveau régime de surveillance dans les sciences sociales, Armand Colin, pp.145-169, 2022, Sociologia, 978-2-200-63324-0. 10.3917/arco.aldri.2022.01.0145 . halshs-04033246

HAL Id: halshs-04033246

<https://shs.hal.science/halshs-04033246v1>

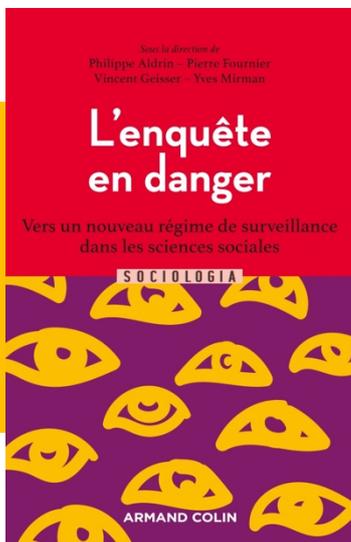
Submitted on 1 Jun 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution 4.0 International License



Philippe ALDRIN & Anne-Sophie PETITFILS, « Chapitre 6. Les manifestations discrètes de la domestication partisane. Regards croisés sur deux enquêtes en immersion au PS et à l'UMP », in Philippe Aldrin, Pierre Fournier, Vincent Geisser & Yves Mirman (dir.), *L'enquête en danger. Vers un nouveau régime de surveillance dans les sciences sociales*, Paris, Armand Colin, « Sociologia », 2022, p. 145-169.

Les manifestations discrètes de la domestication partisane Regards croisés sur deux enquêtes en immersion au PS et à l'UMP

Philippe ALDRIN & Anne-Sophie PETITFILS

« Les institutions, par le simple fait de leur existence, contrôlent la conduite humaine en établissant des modèles prédéfinis de conduites, et ainsi la canalisent dans une direction bien précise au détriment de beaucoup d'autres directions qui seraient théoriquement possibles. »
Peter Berger, Thomas Luckmann, *La construction sociale de la réalité*, 1996 [1966].

La surveillance est une composante première de la relation partisane qui tend à être naturalisée, donc invisibilisée, par les « indigènes » comme par les observateurs. Si les partis politiques sont un « vieil » objet d'étude des sciences sociales^[1], leur analyse gagne à être régulièrement actualisée pour tenir compte à la fois des évolutions du fait partisan mais aussi des nouvelles façons de penser et d'étudier les processus politiques. Le renouvellement de leur étude par le changement de l'échelle et des méthodes d'observation a ainsi permis de mettre au jour ou de reformuler toute une série de questionnements sur l'expérience partisane, et notamment ceux qui ont trait aux mécanismes du contrôle social en leur sein. Cette dimension peut être largement reconsidérée grâce aux partis pris de la microsociologie. À partir des années 1980, l'étude du fait partisan a en effet été traversée, en France, par une proposition d'aggiornamento théorique mais aussi méthodologique qui a, sinon refondé, du moins diversifié les façons de l'aborder. Rappelons que cette évolution tient à deux mouvements engagés plus largement au sein de la recherche en science politique. D'abord, au fil des années 1970 mais plus encore 1980, s'est affirmé un mouvement d'importation dans la science politique des outils, méthodes et questionnements de la sociologie – notamment des travaux de Pierre Bourdieu^[2] – et de l'histoire sociale. Les politistes à l'initiative de ce mouvement souhaitaient dépasser une approche principalement juridiste, vaguement fonctionnaliste des objets canoniques de leur discipline (comportements électoraux, partis politiques, action de l'État et des administrations, militantisme)^[3]. Ensuite, dans la décennie suivante, s'est progressivement imposé un mouvement conduit par la séduction grandissante pour la démarche ethnographique, c'est-à-dire la pratique de l'observation participante voire de l'immersion dans des « terrains » d'enquête se prêtant à la présence prolongée d'un-e enquêteur-trice^[4].

Indéniablement, la parution, en 1987, du « Que sais-je ? » de Michel Offerlé^[5] constitue – comme en témoignent les vifs débats qu’il a suscités^[6] – un moment d’affirmation d’une sociologie des partis politiques (ou d’une sociologie politique des partis). Au-delà, les appropriations de la théorie et du lexique conceptuel de Bourdieu (capital, habitus, champ, jeu social, espace de positions) ont ouvert des perspectives pour les recherches en science politique en interrogeant les multiples articulations entre mondes sociaux et champ politique^[7]. L’approche proposée par M. Offerlé invite à sortir du paradigme duvergérien qui domine la science politique des partis depuis les années 1950^[8] et qui focalise l’analyse sur les structures organisationnelles (statuts, organes, ressources), l’offre programmatique et les résultats électoraux. À rebours du mainstream international de la science politique, qui se structure à partir des années 1970 autour de la « théorie des clivages » et des grandes analyses comparatives^[9], une partie des politistes français opte pour une analyse par cas, qualitative et contextualiste^[10]. Cette dernière est marquée par des monographies emblématiques, comme celle de Bernard Pudal sur le travail social d’ajustement et la construction des biographies exemplaires des cadres du Parti communiste français^[11] ou celle de Frédéric Sawicki sur l’histoire sociale localisée du PS et les ancrages de ce dernier dans les réseaux syndicaux et associatifs de la gauche^[12].

Comme l’écrit Bernard Lahire, « objectivation bien ordonnée commence toujours par soi-même, car elle doit s’appliquer d’abord à soi afin de contrôler les effets de sa propre position dans le rapport que l’on entretient à l’objet^[13] ». Précisons donc d’emblée que nos questions de recherche et notre façon d’enquêter sur les partis politiques doivent beaucoup à une socialisation universitaire ancrée dans le tournant sociologique de la science politique^[14]. Le présent chapitre s’appuie sur nos enquêtes conduites séparément au sein de deux partis politiques – le Parti socialiste (PS) et l’Union pour un mouvement populaire (UMP) – au début des années 2000. Toutes deux ont emprunté à la fois à l’option de l’échelle microsociologique et à la volonté d’aller sur le terrain, d’« être là^[15] », avec les militants, en ethnographes. Notre démarche s’est inscrite à un moment précis de ce mouvement – visant à étudier l’« entreprise partisane » non plus comme une entité intentionnée et agissante mais en tant que cadre objectivé d’action, de concurrence et de coopération entre des personnes engagées politiquement, c’est-à-dire un collectif à la fois matériel, opérationnel et symbolique dans lequel des acteurs sociaux s’investissent. Tout en contribuant à la fabrique partisane et en s’identifiant à la culture du parti, ils ressentent parfois un désajustement entre leur expérience de militants et les raisons initiales ou l’idéal de leur engagement. Cette sociologie de l’institution, parce qu’elle est effectuée depuis les acteurs qui l’agissent – à travers l’observation de leurs actions, de leurs interactions et de leurs représentations – entend dépasser une lecture strictement politique, rationnelle et stratégiste des transactions au sein du parti, des luttes de position, des désaccords sur l’identité ou les usages de la « marque » politique commune. En s’attachant à questionner les formes concrètes et particulières de la « relation partisane » à l’intérieur comme aux périphéries du parti, son intention est de mettre au jour les pratiques, les tensions et les interdépendances à l’œuvre dans le processus continu d’institutionnalisation d’une telle entreprise politique.

Adossées à cette conceptualisation des partis politiques, les enquêtes que nous avons conduites au sein du PS et de l’UMP n’avaient pas explicitement pour objectif d’étudier les modalités du contrôle ou les logiques de la surveillance dans ces deux organisations. Conduite lors de sa thèse, l’enquête d’Anne-Sophie Petitfils consistait à analyser l’usage du management

lors de la mobilisation « sarkozyste » et du recrutement de « nouveaux adhérents » à l'UMP à l'échelle locale du département du Nord. Les travaux de Philippe Aldrin visaient à étudier la division du travail et la « managérialisation » des relations entre les salariés (permanents) et les dirigeants (élus, cadres)^[16] au sein du siège de « l'entreprise » PS^[17]. Cependant, les entretiens formels et informels que nous avons réalisés comme les observations consignées dans nos carnets de terrain conservent la trace de différentes formes de surveillance. D'abord, comme « étrangers » sollicitant qu'on nous ouvre les portes du parti, il nous a fallu exposer le principe de notre démarche d'enquête auprès des cadres administratifs et politiques de l'organisation, négocier auprès d'eux notre présence régulière au sein des espaces de travail des permanents ou dans les réunions des sections mais aussi l'accès à des données ou encore la diffusion d'un questionnaire auprès des adhérents^[18]. Pour cela, il nous a fallu attester du caractère exclusivement scientifique de notre recherche, rassurer sur la nature de nos questionnements et de nos intentions. Une fois la première porte entrouverte, le défi a consisté à faire accepter notre présence par les militants et les permanents « de base », à surmonter leur méfiance, notamment en nous prêtant aux questions parfois brutales destinées à sonder la sincérité de notre motivation sociologique (« Qu'est-ce qui me dit que tu n'es pas journaliste ou en mission pour un autre parti ? »). Légitimement, notre personnalité comme les motifs de notre intérêt pour eux ont fait l'objet de la curiosité des enquêtés. L'organisation partisane est un univers structuré par des spécialisations fonctionnelles et des hiérarchies statutaires qui s'incarnent dans des rôles^[19], des titres, des organigrammes, des procédures. Et l'enquêteur·trice ne peut s'y introduire et s'y mouvoir sans se voir assigner une place (statut, rôle, fonction...) par les responsables comme par les agents de l'organisation. À tous les échelons, avec une latitude d'action et un niveau d'information variables, les membres du parti ont ainsi cherché à identifier ce « corps étranger » au groupe ainsi que les raisons de sa présence afin d'ajuster le type de relation à établir, d'estimer la nature des informations qu'il était possible de lui confier, de régler le niveau de vigilance à l'égard de son comportement et de ses demandes. L'ensemble de ces efforts pour chercher à l'intégrer ou le-la maintenir à distance est une précieuse source d'informations sur la culture dominante au sein de l'organisation^[20].

Le contrôle exercé par les enquêtés sur l'enquêteur·trice est certes consubstantiel à la démarche ethnographique et à l'observation participante au sein d'un groupe où l'interconnaissance est forte^[21]. Mais concernant les expériences d'enquête que nous mobilisons ici, ce contrôle a été redoublé, du fait du cadre institutionnalisé, ritualisé et stratégique des activités partisans. Comme l'ont souligné Peter Berger et Thomas Luckmann, la « fonction de contrôle est inhérente à l'institution en tant que telle, avant ou en dehors de tout mécanisme de sanction^[22] ». Au sein de tout parti politique, les actions et intentions des membres, le périmètre de leurs accointances et l'évolution de leurs prises de position font donc l'objet d'une surveillance réciproque, étroite et continue. Le rapport à ce régime de surveillance est indissociable de la participation active à la relation partisane et en constitue, à ce titre, une dimension normale et normalisatrice. Être surveillés est une composante de la socialisation partisane, une dimension rapidement intériorisée en même temps que l'ensemble des codes propres à l'expérience militante. Militer activement à l'UMP ou être permanent·e au siège du PS, c'est accepter de voir ses actes comme ses propos scrupuleusement observés par ses pairs qui cherchent à vous situer au regard des courants (notamment à l'approche d'un congrès), à connaître l'orientation de votre soutien parmi les leaders (notamment avant des primaires), à sonder votre loyauté au parti et à son leader...

Très vite, l'enquêteur·trice qui prend place dans un tel espace de relations est incité·e plus ou moins explicitement à révéler ses inclinations idéologiques, dire quel leader recueille sa préférence, et, ce faisant, être partie prenante de cette culture partisane du contrôle réciproque. D'ailleurs, au fil des semaines, la relation d'enquête est moins corsetée, parfois même amicale, et il est alors possible de saisir la variété des jugements, classements, attentes qui sont projetés sur l'enquêteur·trice. Comme l'a mis en avant Élise Massicard à partir de ses propres rapports avec des membres du mouvement alévi en Turquie, l'enquêteur·trice, qui ne peut jamais totalement s'abstraire de sa propre trajectoire sociale et de ses convictions, doit alors s'efforcer d'objectiver, pour tenter de les neutraliser ou d'en contrôler les effets sur le processus de l'enquête, les projections réciproques entre ses enquêtés et elle ou lui^[23].

Dans ce chapitre, nous proposons un retour réflexif croisé sur nos explorations respectives au sein d'une organisation partisane. Notre propos s'attache principalement à comprendre ce que nous disent sociologiquement les modalités de traitement par les responsables et agents des partis étudiés des demandes d'accès et d'information formulées par des enquêteurs de sciences sociales, ainsi que la prise en charge de la présence régulière de ces derniers au sein de l'espace militant. À la lumière des notes de terrain et des données collectées par entretiens, nous analysons d'abord la gestion par les enquêtés de la situation paradoxale d'une organisation à la fois ouverte et fermée^[24] ou, dit autrement, d'une organisation dont les principes démocratiques d'ouverture et de transparence sont mis à l'épreuve par la démarche d'une enquête in situ. Notre analyse s'attache ensuite à décrire les spécificités de ce contrôle partisan au PS et à l'UMP. En serré dans le cadre des interactions quotidiennes, ce contrôle est très largement informel, implicite et quasi permanent. Son analyse renseigne sur les modes de fonctionnement de l'organisation, le travail d'inculcation et d'homogénéisation de la culture partisane. L'univers partisan apparaît comme un monde fortement hiérarchisé socialement et statutairement. La position des militants au sein de ces hiérarchies est étroitement corrélée à leur niveau d'accès aux secrets stratégiques et aux informations sensibles du parti, ainsi qu'au rôle qui leur est assigné dans le système de vigilance à l'égard des informations dont il faut éviter l'exfiltration depuis l'entre-soi militant vers des acteurs extérieurs (journalistes, adversaires politiques, chercheurs...). Proches durant nos enquêtes des militants situés, dans cette hiérarchie de l'univers partisan, au bas de l'espace des positions, nous avons insensiblement adopté un rapport à l'économie institutionnelle de l'information et de la surveillance calqué sur celui de nos principaux informateurs. Nous interrogeons donc aussi les ressorts de cet habitus militant par procuration.

Un monde à part... entière

L'organisation partisane à l'épreuve de son ethnographe

Les partis politiques, a fortiori les partis dits de gouvernement qui se définissent par leur attachement aux valeurs de la transparence démocratique, se présentent volontiers comme des organisations ouvertes. Il est possible pour tout·e citoyen·ne d'y adhérer ou de participer à leurs réunions publiques. Par ailleurs, les cadres et adhérents de l'UMP notamment critiquent fortement le modèle du parti « secte », doté d'une forte « idéologie » et fermé sur lui-même. Pendant la période où N. Sarkozy en est le président, entre 2005 et 2007, cette stratégie de présentation de l'organisation est même intégrée à la grammaire

organisationnelle^[25]. Les journalistes ou les chercheurs en sciences sociales peuvent demander à accéder à leurs archives, à assister aux conférences de presse de leurs porte-parole ou encore solliciter leurs représentants pour réaliser des entretiens. Les partis qui se situent en dehors du jeu des coalitions gouvernementales ou du cycle des alternances au pouvoir apparaissent davantage – intrinsèquement, pourrait-on dire – comme des organisations hermétiques aux enquêteurs extérieurs^[26]. Certaines organisations extrémistes recourent ainsi à diverses techniques d'intimidation pour éloigner les chercheurs s'intéressant de trop près à leur vie interne^[27].

Toutefois, il importe de nuancer cette opposition trop convenue entre des organisations partisans supposément retorses à la curiosité et à la présence des enquêteurs de tout poil et d'autres organisations partisans qui seraient mieux disposées à leur égard. En effet, il faut tout de suite introduire l'idée que les cadres dirigeants d'un parti politique, quelles que soient les options de leur entreprise électorale et idéologique, sont toujours soucieux de contrôler l'information rendue publique à propos de l'organisation, de son fonctionnement, de ses dissensions internes ou de sa stratégie de conquête des urnes ou d'alliance. Sous cet aspect, les responsables des organisations partisans, y compris ceux des partis de gouvernement, veillent à éviter les révélations susceptibles de fragiliser leur réputation auprès de leurs sympathisants, d'éventer les calculs de leurs coups tactiques ou encore de ruiner l'avenir de tractations secrètes. Dans toutes les organisations partisans, il existe des dispositifs formels (présenter sa carte d'adhérent, une pièce d'identité, passer sous un portique de sécurité, donner son nom...) mais aussi plus informels d'accueil, de prise en charge, d'accompagnement, de surveillance des chercheurs enquêtant sur elles, a fortiori des chercheurs pratiquant l'ethnographie. Sans qu'il soit question d'accréditation officielle, le secrétaire général du PS avait sollicité une copie de la pièce d'identité de Philippe Aldrin afin d'inscrire ce dernier sur « la liste des personnes autorisées » à pénétrer au siège du Parti socialiste, rue de Solférino. De la même façon, l'accès aux réunions « militantes » au « Quartier général » parisien de N. Sarkozy en 2007 était soumis à autorisation préalable et l'identité était systématiquement vérifiée. Tout fonctionne comme si le caractère formel du contrôle partisan se renforçait à mesure que l'enquêteur-riche s'élève dans la hiérarchie et se rapproche du pouvoir politique, sans faire disparaître pour autant la surveillance militante informelle.

Dans la typologie qu'il propose des secrets liés au travail de représentation, Erving Goffman distingue des types très utiles pour approfondir la question qui nous occupe ici. Au sein d'une « équipe de représentation^[28] », le premier type est celui des « secrets invouables », entendus par Goffman comme des informations mais que les membres de l'équipe cachent car elles sont contraires à l'image qu'ils veulent donner de leur équipe. Le deuxième type correspond aux « secrets stratégiques » et recouvre les informations sur les intentions et les aptitudes que l'équipe de représentation ne veut pas rendre publiques afin de garder un effet de surprise sur les autres partenaires du jeu électoral et politique. Le troisième type est celui des « secrets d'initiés », c'est-à-dire « ceux dont la possession marque l'appartenance d'un individu à un groupe et contribue à ce que le groupe se sente distinct et différent de ceux qui ne sont pas “dans le secret”^[29]. » En demandant l'accès aux locaux et l'autorisation d'observer le travail militant quotidien et les réunions, en sollicitant la consultation des archives et de la documentation interne de l'organisation, en interviewant et en sympathisant avec différents membres du parti, l'ethnographe représente donc un risque car il-elle peut découvrir des secrets des trois types identifiés par Goffman. À ce titre, l'enquêteur-trice est possiblement

perçu·e comme l'agent d'adversaires politiques, de concurrents internes ou un·e journaliste. La posture de chercheur·e peut, il est vrai, offrir une bonne couverture aux agents de renseignement de tout poil^[30]. En ce qui nous concerne, nous avons tour à tour été soupçonné·e de collecter des informations pour un titre de presse (Le Canard enchaîné, notamment), d'être envoyé·e par un parti adverse mais aussi, chez les militants, de travailler pour le compte de la direction du parti ou d'un courant minoritaire. D'autant que le PS comme le RPR (précédent nom de l'UMP) ont connu à la fin des années 1990 une série d'« affaires politico-judiciaires » à propos des « emplois fictifs », des canaux de « financement occulte », des « faux électeurs^[31] » engendrant une méfiance systématique à l'égard de toute curiosité pour les secrets les mieux gardés du parti.

L'accueil qui est réservé à l'enquêteur·trice est un révélateur de l'ouverture en pratiques de l'organisation et permet, d'ailleurs, de contraster sous cet aspect les cultures qui traversent le PS et l'UMP au moment de nos enquêtes. Chacune de ces organisations est caractérisée par des formes du travail militant, des styles de relations partisans et des valeurs d'action qui lui sont propres, au sens où elles font l'objet de réaffirmations régulières, de rituels collectifs, de rappel aux « valeurs », à l'« histoire » ou à l'« identité » du parti^[32]. Objet d'un effort continu d'institutionnalisation et de routinisation auprès des militants, même lorsqu'elle connaît des acclimations locales, cette culture partisane est énoncée et rappelée en toutes occasions à travers les normes comportementales et les schèmes de jugement que valorise l'organisation. Cette culture partisane est faite de « savoirs d'institution^[33] » et nourrit aussi un sens des pratiques institutionnelles^[34]. Elle agit à la façon d'une double grille de prescription et d'évaluation pour reconnaître ou se comporter soi-même en « vrai·e militant·e », ici socialiste ou sarkoziste, porter une appréciation et ajuster son comportement à l'égard des catégories de personnes étrangères au parti (journalistes, étudiants, communistes, frontistes, fonctionnaires...).

Afin de déjouer la méfiance et les soupçons des militants, nous avons dû recourir à des tactiques de présentation et des façons d'« être là » visant à neutraliser les inquiétudes suscitées par notre présence. À ce titre, en nous présentant tour à tour comme « étudiant·e en sociologie » ou « étudiant·e en science politique », nous avons pu saisir les projections que cette présentation engendrait chez nos interlocuteurs et, à travers elles, la culture partisane à l'égard de notre assignation catégorique. Ici, la proximité sociale et intellectuelle des permanents du siège du PS avec la sociologie et la sociologie politique des universités parisiennes contraste fortement avec la distance affichée – et parfois le mépris – des militants UMP lillois pour ces disciplines, considérées comme proches de la gauche voire « gauchistes », au contraire du droit ou des sciences de l'économie et du management. Ces considérations se retrouvent d'ailleurs dans les propres choix d'études supérieures opérés par nos enquêtés, choix qui ne sont pas sans lien avec leur processus d'engagement militant^[35]. D'une façon plus générale, ces rapports distincts et distinctifs aux sciences sociales et aux institutions qui les élaborent ou les dispensent^[36] signalent la prégnance d'un cadre perceptif commun, d'une part, à propos de l'(in)utilité sociale, économique et politique des savoirs enseignés et, d'autre part, à propos du niveau de proximité ou de compatibilité intellectuelle entre ces savoirs et les bases idéologiques du parti.

Bien qu'il·elle soit « sociologue » ou, précisément, parce qu'il·elle est « sociologue », l'enquêteur·trice est possiblement enrôlable dans le parti. De nos premiers échanges avec les

cadres pour négocier notre accès aux locaux jusqu'aux relations affinitaires développées avec les militants plus subalternes, nous avons fait l'objet de multiples stratégies destinées à nous faire adhérer. Ces expériences répétées conduisent à penser que les militants d'une organisation à référent idéologique et à finalité politique ne peuvent s'accommoder durablement de la présence d'un « corps étranger » sans chercher soit à l'expulser soit à l'assimiler. Tout se passe comme si la résistance de l'enquêteur·trice à consentir à la vérité de leurs valeurs et à la validité de leurs convictions était une source d'inconfort moral, du moins pour nos interlocuteurs les plus réguliers. Peuplé, par définition, d'individus réunis par le partage de valeurs, d'expériences, de combats et d'opinions à unifier et à harmoniser, le collectif partisan s'avère, en temps ordinaire, comme un milieu particulièrement propice au travail d'évitement du sentiment de dissonance cognitive^[37]. Cependant, loin de l'image unifiée que ses dirigeants souhaitent renvoyer, il n'est pas un tout homogène et uni. Il accueille diverses catégories de la stratification de la société et se compose également de sous-groupes, de courants dont les membres sont en concurrence pour les postes de direction et donc de définition légitime de la politique de l'organisation. Il compte aussi des marginaux-sécants en désaccord avec sa ligne officielle. Autant d'acteurs susceptibles de favoriser l'entrée et l'information de l'ethnographe intéressé·e par le parti.

Deux façons d'entrer... sans y être invité·e

De façon un peu triviale, nous pourrions qualifier notre accès aux partis d'« entrée par la porte de service » afin de signifier que notre démarche d'enquête n'a jamais été considérée comme légitime ou validée par les instances de direction du PS et de l'UMP. Il faut d'ailleurs relever ici que la demande d'autorisation pour réaliser une observation ethnographique ne s'appuie sur aucune procédure cadrée ou standardisée. À la manière d'un club, dont seuls les adhérents peuvent accéder aux locaux et assister aux réunions internes, participer à la vie d'un parti – en dehors des meetings ou des réunions publiques – suppose la détention d'un statut de membre, le parrainage d'un·e militant·e ou, bien sûr, l'autorisation expresse de ses responsables. Mais, contrairement à la régulation des entrées dans un club, au début des années 2000^[38], personne ne demande de présenter une carte d'adhérent·e pour pénétrer dans une salle de réunion. En temps ordinaire, c'est l'interconnaissance ou le parrainage qui agissent comme le filtre régulant les va-et-vient au sein d'un parti. L'accès aux sièges nationaux est un peu plus encadré et exige de se signaler à un interphone ou d'indiquer auprès des agents d'accueil le nom de la personne avec qui on a rendez-vous. C'est donc par la porte de la fédération du Nord qu'Anne-Sophie Petitfils a choisi d'entrer pour analyser le milieu partisan de l'UMP à l'échelle locale. Si cet univers lui était au départ très largement étranger, il s'est assez vite révélé « ouvert ». Par l'entremise d'un collègue de son laboratoire (le CERAPS), elle rencontre un jeune militant, étudiant de la faculté de droit de Lille 2, entré à l'UMP, au milieu de l'année 2004, qui l'invite au meeting de Nicolas Sarkozy à Lille en janvier 2005. Il lui présente d'autres militant·e·s, puis la convie à des séances de boîtage, de tractage et à des réunions internes...

Après avoir essuyé le refus répété des directions du PCF et de l'UMP pour observer le travail et conduire des entretiens avec leurs permanents, le projet de Philippe Aldrin de réaliser une ethnographie comparée des sièges des partis a dû évoluer et se resserrer sur le seul PS où il bénéficie de l'aide d'une personne-contact, salariée du siège, dont il indique le nom à l'interphone de Solférino à chacune de ses premières visites. Après quelques semaines, il

parvient à se faire accepter par la petite équipe du service « Formation » du PS : Yvan Attou, le délégué national à la Formation, et les quatre permanentes du secrétariat national à la Formation (SNF), dont Ilona Eymat, assistante politique. Il obtient l'accord d'Attou pour réaliser des entretiens avec les salariées du SNF, observer leur travail au quotidien et assister aux sessions du programme « Université permanente du PS » qui consiste à accueillir au siège national, trois fois par an, durant tout un week-end une trentaine de cadres fédéraux pour leur proposer divers ateliers de formation. Traditionnellement considéré comme une direction sans grands enjeux politiques (« On est longtemps passés pour les rigolos de services », lâche Attou en entretien), le SNF constitue une porte du siège moins surveillée que d'autres.

Ainsi, en l'absence d'un appui venant de la direction du parti, d'une inscription préalable dans les réseaux partisans étudiés ou d'une légitimité scientifique et institutionnelle suffisamment monétisée dans ces univers spécifiques^[39], nous avons tous deux été contraints d'entrer par les marges de ces organisations. Au PS comme à l'UMP, la période où se déroulent nos enquêtes correspond à un moment où les organisations cherchent ardemment à mobiliser, en enrôlant de nouvelles recrues militantes dans la perspective de l'élection présidentielle de 2007. Au PS, l'élimination du candidat socialiste au premier tour de l'élection présidentielle de 2002 et la qualification du candidat FN galvanisent un discours sur les menaces pesant sur les valeurs de la gauche et de la République. À l'UMP, Nicolas Sarkozy, tout juste élu président, annonce son intention de « rénover » le parti et d'élargir les rangs militants. Cette campagne de recrutement débouche bientôt sur le triplement des effectifs du parti. Si elles s'opèrent par la petite porte, nos insertions respectives au PS et à l'UMP ont donc aussi été facilitées par une conjoncture de séduction et d'accueil de nouveaux venus. En affichant leur volonté de transformation du parti et l'exigence de « transparence » et d'« ouverture », les « modernisateurs » partisans ne peuvent pas dans le même temps refuser l'accès au parti et décliner les demandes d'entretiens ou la curiosité des chercheurs. L'arrivée incessante de « nouveaux visages », notamment à l'UMP, permet alors bien souvent de passer inaperçu dans des univers partisans où le degré d'interconnaissance est momentanément moindre qu'à l'habitude (dans les réunions des comités de circonscription et du comité départemental, par exemple). Anne-Sophie Petitfils partage avec les nouvelles recrues une position et une attitude de novice essayant de se repérer dans un monde codé, ritualisé et hiérarchisé.

Cependant, nous devons sans cesse renégocier notre accès aux réunions ou notre présence dans les locaux. Parce qu'ils disposent d'une surface politique éprouvée, d'une forme d'honorabilité militante (liée à l'ancienneté ou à leur proximité avec un leader historique) ou encore d'un important capital relationnel, certains informateurs nous dispensent cependant des formes d'accréditation officielle. Au fil de son enquête, Philippe Aldrin se lie d'amitié avec un permanent du secteur Communication de Solférino. Du même âge que lui, originaire de banlieue, passé par le service d'ordre du PS mais désormais titulaire d'un master en Communication politique de l'Université Paris 1 où enseigne alors Philippe Aldrin, cet ami devient un informateur privilégié qui l'introduit auprès des représentants syndicaux des permanents, alors mobilisés contre la direction pour obtenir une requalification des missions et des salaires des permanents du siège^[40]. En jouant des affinités/inimitiés de courants qui travaillent les relations entre les personnels du siège, cet informateur obtient aussi que Jacques Priol, le secrétaire général administratif de Solférino rencontre Philippe Aldrin et accepte de lui laisser diffuser un questionnaire auprès des salariés du siège et des fédérations^[41]. De son côté, l'enquête universitaire d'Anne-Sophie Petitfils assurait aux

responsables fédéraux (notamment le secrétaire fédéral) une information fiable sur les militants dans une conjoncture incertaine. Sa première enquête par questionnaires, conduite auprès des nouvelles recrues, lors des trois réunions d'accueil successives, lui a assuré le soutien du secrétaire fédéral et lui a permis de justifier sa présence, aux yeux de certains délégués de circonscription (législative). D'un autre côté, cette sorte d'accréditation officielle lui a fermé certaines portes. Pendant tout le temps de son enquête, le leadership du secrétaire fédéral est vivement contesté par les autres responsables fédéraux, Marc-Philippe Daubresse et une partie de l'équipe de la 9e circonscription du Nord, circonscription qui comptait le plus d'adhérents de l'UMP et antre de la bourgeoisie nordiste.

Ainsi, on le voit, objectiver les relations qui conditionnent concrètement le processus d'enquête permet de mettre au jour l'existence d'une surveillance faillible mais généralisée au sein des organisations partisans (en lien avec la protection des informations sensibles, la crainte de l'entrisme et la prégnance des clivages internes), révélant à la fois les limites du pouvoir des chefs à contrôler les frontières de leur organisation^[42] et la grande hétérogénéité interne des espaces partisans. L'accès aux divers lieux et milieux de l'enquête ainsi que le matériau collecté sont étroitement dépendants de la position des informateurs-facilitateurs de l'ethnographe et des voies d'entrée qu'ils peuvent lui ouvrir sur le parti. En l'absence d'une accréditation officielle et durable, l'accès au terrain demeure contingent, aléatoire donc imprévisible (nous mettrons chacun·e plusieurs mois à obtenir l'autorisation de diffuser un questionnaire), faisant régulièrement l'objet d'une (re)négociation. L'inconfort de cette situation traduit surtout l'existence, au sein de l'organisation, d'une pluralité de pôles de contrôle sur les enquêteurs (chercheurs, journalistes) ; chaque responsable de service ou de section, chaque organisateur·trice de réunion ou d'événement ayant le pouvoir d'autoriser ou interdire la présence de l'ethnographe dans l'espace placé sous son contrôle.

Habitus militant et culture partisane du contrôle réciproque

Pour préserver l'entre-soi, la façade unitaire et l'homogénéité politique du collectif partisan, ses membres n'en exercent pas moins un contrôle interne étroit, très largement informel et passant par toutes sortes de micro-pressions, de petites critiques et injonctions quotidiennes. Ce contrôle innerve toute la relation partisane, en révèle les normes prescrites mais aussi les hiérarchies de position. Parce qu'il-elle fréquente de façon répétée l'univers partisan, l'ethnographe est à la fois sujet·te et observateur·trice de cette surveillance institutionnalisée. Sa participation à la sociabilité militante pour les besoins de l'enquête favorise l'intériorisation de dispositions spécifiques, de « façons d'être ensemble et d'aimer être ensemble^[43] », constitutives d'un habitus militant propre à chaque organisation partisane.

L'archipel de la surveillance partisane

En l'absence de dispositifs de contrôle explicites, de techniques de surveillance et d'agents dévolus à cette tâche, le contrôle partisan passe par des pratiques routinières très ordinaires comme les conversations informelles et l'échange de rumeurs. L'enjeu de la surveillance est double : il s'agit à la fois d'identifier les entreprises susceptibles de mettre en question l'ordre réputé commun et de mettre hors-jeu des adversaires préalablement stigmatisés^[44].

Soupçonné d'être un·e espion·ne ou d'avoir des sympathies pour un sous-groupe partisan adverse, l'enquêteur·trice peut faire l'objet d'une enquête, susciter la vigilance des militants et donner lieu à l'accumulation de renseignements sur son compte. Sur son terrain, Anne-Sophie Petitfils a ainsi fait l'objet d'une véritable enquête et de dénonciations, sous la forme de rumeurs qui auraient pu déboucher sur sa mise à l'écart de l'entre-soi partisan. À la fin du mois de novembre 2006, alors que la mobilisation partisane prend de l'ampleur et à mesure que l'élection présidentielle approche, l'un de ses informateurs privilégiés la contacte pour lui donner un rendez-vous. Avec beaucoup de précautions car il craint d'ébranler une relation de confiance, il lui dit qu'il a « une question dérangeante » à lui poser. Il l'informe qu'il a reçu plusieurs coups de téléphone, « anonymes » pour certains, provenant « de personnes de l'administration de la faculté de droit » où elle est inscrite en thèse et où elle enseigne en tant que monitrice. Ces personnes lui conseillent de couper tout contact avec elle et de répercuter l'information à la fédération. Elles ont mené l'enquête et elles n'ont plus aucun doute : « Anne-Sophie Petitfils roule pour le Parti socialiste ». Le fait qu'elle soit inscrite au laboratoire CERAPS et que son travail soit dirigé par Frédéric Sawicki, un spécialiste des réseaux du PS, constitue à leurs yeux des preuves accablantes.

Pour la première fois depuis son entrée sur le terrain, elle n'est plus considérée comme un vecteur potentiel des bruits mais comme une cible de la rumeur. La provenance de ces dénonciations renseigne d'ailleurs sur l'implantation de la fédération de l'UMP au sein de la faculté des sciences juridiques, politiques et sociales de Lille 2, auquel le CERAPS est rattaché. Cette dénonciation n'est pas indépendante de son projet d'envoyer un questionnaire par voie postale aux adhérents de la fédération, qui requiert l'accès à l'un des biens politiques les plus précieux : le fichier de la base militante du parti, dont l'accès est réservé à quelques membres (les élus, les cadres locaux du parti et certains personnels salariés de la fédération). Elle indique l'existence d'une certaine dissymétrie dans la relation que l'enquêteur·trice entretient avec les enquêtés : tandis que l'ethnographe accède, en partie, au « secret » qui dessine les contours de la communauté militante sans en être, les militants ne savent pratiquement rien de lui-elle. Surtout, dans un département où la droite est alors assez largement dominée, cette représentation fonde – et est conjointement fondée sur – la nécessité de préserver l'anonymat de ses adhérents. L'accès à ce fichier constitue donc « un secret d'initiés » au sens de Goffman, qui marque l'appartenance au petit groupe des cadres du parti. Ressource organisationnelle essentielle, il est au fondement de leur pouvoir.

Cette « crispation » autour des fichiers d'adhérents s'est confirmée le jour où Anne-Sophie Petitfils devait coller les étiquettes avec les adresses des adhérents sur les enveloppes. Alors même qu'elle dispose de l'autorisation officielle du secrétaire fédéral, l'ancien responsable informatique, un ancien policier auparavant membre du RPR, que les bruits militants présentaient comme un ancien des renseignements généraux, tient à sortir personnellement les étiquettes avec les coordonnées personnelles des adhérents. Avant d'entamer l'opération et en présence de la secrétaire, il interroge Anne-Sophie Petitfils sur son identité, ses intentions et incidemment sur ses opinions politiques. Mais il serait trompeur de croire que seule l'enquêtrice est ici l'objet de suspicions, de rumeurs, voire de stratégies de stigmatisation de la part des militants. Dans ce contexte d'intense mobilisation, ce sont plus généralement l'ensemble des nouvelles recrues qui sont susceptibles d'incarner la figure de « l'étranger de l'intérieur ». C'est ainsi qu'à l'UMP du Nord, lors d'un premier contact avec des « nouveaux adhérents », des militants jeunes du parti ont pu typifier leurs interlocuteurs de « bras levés »,

de « fachos » après avoir abordé avec eux, de façon informelle, la question homosexuelle. Les prises de position, les comportements, tout comme l'hexis corporelle ou l'habillement sont autant d'indices implicites qui facilitent le travail d'étiquetage. En fonction du résultat de ce travail d'étiquetage, les adhérents sont cooptés pour accéder à des postes de responsables militants ou découragés de poursuivre leur engagement puis marginalisés. Ces observations témoignent de la crainte de l'entrisme, redoublée par l'entrée massive de nouvelles recrues dont la fiabilité et la conformité politiques comme idéologiques ne peuvent pas être mises à l'épreuve ex ante. Ainsi, les discussions politiques informelles et les rumeurs militantes sont des dispositifs à part entière du contrôle au sein des organisations politiques^[45]. Ils fonctionnent comme des filtres sélectionnant ex post les membres une fois entrés dans l'institution.

Par ailleurs, l'attention portée aux mécanismes de contrôle et de surveillance révèle les tensions idéologiques et les inégalités sociales qui subsistent derrière l'homogénéité de la façade institutionnelle. Les partis politiques sont souvent des espaces sociaux interclassistes^[46], singulièrement les organisations étudiées ici. S'ils comptent dans leurs rangs des représentants des diverses catégories socioprofessionnelles, les disparités de capitaux (qui peuvent se mesurer en termes d'origine sociale, de parcours et de titres scolaires, de prestige professionnel et de capital social) se donnent à voir dans les positions effectivement occupées dans l'organigramme du parti. À l'exception de parcours jugés justement « atypiques » ou « méritants », les trophées distribués par l'organisation (postes de direction, investitures, promotions dans les cabinets à la faveur d'une victoire électorale) tendent à aller aux militants les mieux dotés, socialement et culturellement. Les moins dotés se voient attribuer des trophées secondaires (postes de collaborateur·trice d'élus, emplois dans une collectivité, contrats de permanent du parti) en guise de rétribution de leur engagement dans les activités de l'organisation^[47]. À ces disparités de destins militants s'ajoutent des désaccords idéologiques dont l'expression et la reconnaissance sont régulées soit par des motions présentées lors des congrès (PS) soit lors des élections à la tête de l'organisation (UMP). Les rapports de classe comme la compétition permanente pour le leadership idéologique et organisationnel du parti – et donc l'existence subséquente de courants « majoritaires » et « minoritaires » dans son organigramme et toutes ses activités – exercent des effets notables sur le climat de surveillance qui y règne.

Incorporés dans le jeu partisan, ces rapports de classes se politisent, s'agencent dans des conflictualités diverses (de courants, de tendances ou de fonctions), engendrant un type particulier de surveillance réciproque au sein du parti. Lors d'une observation des sessions de l'Université permanente du PS, Philippe Aldrin assiste à un atelier « Conduite de réunion^[48]. » au cours duquel les « stagiaires » qui suivent la formation doivent simuler une réunion fédérale. Les stagiaires sont tous des responsables des fédérations départementales, c'est-à-dire des cadres intermédiaires de l'organisation, ni militants de base ni secrétaires nationaux (l'élite du parti), occupant rarement des postes électifs ou exécutifs importants incompatibles avec leur mandat fédéral. Pour commencer l'exercice de simulation, chacun·e d'eux est invité·e par le formateur à tirer un « rôle » (dont Premier secrétaire fédéral, trésorier fédéral, responsable des élections, responsables des adhésions, représentant d'une section urbaine, représentant d'une section rurale...) et un « style » (« le bagarreur », « le sage », « le je-sais-tout », « l'opposant systématique », « le grand seigneur », « le rusé »...). Au moment de plonger sa main dans la boîte contenant les étiquettes « rôles », un stagiaire dit : « D'accord mais il faut

repérer qui jouent les élus ! ». Le formateur demande si c'est bien utile. Un deuxième stagiaire intervient : « Ben, si, il a raison. Y'a des élus et y'a des petites mains. C'est vrai, faut pas se mentir. Quand les élus sont là, eux, ils n'hésitent pas à te couper. Ils savent tout sur tout et ils tournent toujours ta réunion à leur profit. » Une troisième ajoute : « C'est vrai, quand il y a des élus, on se met des barrières... Ils savent très bien te balancer leur grande expérience d'élus à la figure. » Le premier reprend la parole : « Moi, je suis d'accord qu'on doit respecter ces messieurs [ton ironique], tous ces gens désignés par le noble suffrage universel mais... bon... Moi, je me renseigne toujours pour savoir qui va venir à mes réunions, les gros élus, le responsable de la minorité, histoire de préparer un peu le coup ! » « Très bien, on va désigner un ou deux élus parmi les rôles », concède le formateur. Un stagiaire, resté silencieux jusque-là, lance : « Y'a aussi l'élus minoritaire. Moi, je veux bien faire le minoritaire... Chez nous, il fait exprès de se taire... Il vient, à toutes les réunions, il dit rien, rien ! Mais il est là et il prend plein de notes » [*rires de tous les stagiaires*].

Le parti apparaît comme un univers de surveillance généralisée. Si, de par sa position d'extériorité, l'enquêteur-riche semble susciter un regain de curiosité chez les enquêtés, il est loin d'être le seul enjeu de la surveillance. En tant que partie prenante des interactions partisans, chaque membre exerce une surveillance implicite et continue sur les autres dont l'enjeu consiste à collecter un maximum d'indices sur leurs savoirs, savoir-faire et savoir-être militants. Cet extrait d'entretien objective l'ampleur du travail ordinaire de typification de la réalité partisane, des différents rôles (« les petites mains », « les gros élus » et les « élus minoritaires ») et des comportements attendus, correspondant à chaque rôle. Collecter et analyser ces savoirs permet d'anticiper les comportements des autres et d'adapter les attitudes aux façons d'être et d'agir légitimes dans le parti. C'est à ce prix que le processus de socialisation à l'institution partisane s'effectue.

Contrôle social et incorporation de l'habitus partisan

Dans une recension sur la socialisation politique, Lucie Bargel et Muriel Darmon rappellent que le travail institutionnel de façonnage des militants se donne à voir de façon exemplaire dans les partis communistes et les organisations politiques radicales^[49]. C'est dans ces organisations, au sein des « écoles » du parti^[50], que la socialisation organisationnelle et militante aux sous-univers politiques a pu prendre la forme d'un travail « méthodique » d'inculcation des normes et valeurs en vigueur^[51]. Cependant, même dans les partis où ce travail de socialisation n'est pas aussi volontariste, institutionnalisé et manifeste, ce serait une erreur d'ignorer l'intense effort d'homogénéisation et de façonnage de l'habitus militant^[52]. Si les organisations partisans comportent toutes des dispositifs disciplinaires^[53], il faut rappeler que l'essentiel de la conformation des membres aux attentes du collectif politique s'obtient le plus souvent sans menaces ni sanctions explicites. Fondé sur un engagement volontaire et la convergence d'intérêts moraux ou matériels, le parti est autant un espace de coopération que de compétition, de partage de valeurs que de désaccords sur les politiques à mettre en œuvre. Il est ainsi possible d'exprimer une divergence avec la majorité qui dirige le parti tout en restant loyal aux valeurs étendards de ce dernier. Mais, évidemment, les coûts de l'expression des divergences (*voice*), voire du désengagement (*exit*)^[54] sont indexés sur la position dans l'espace partisan et les ressources politiquement valorisables de chaque militant-e. L'économie de la

critique interne comporte donc une variété de registres expressifs et de circuits différenciés, parfois cloisonnés.

Parce qu'ils occupent principalement des positions subalternes au sein de l'organisation, nos informateurs privilégiés usent d'un registre basiste, où l'expression de la critique se concentre sur les prises de position et les tactiques des « grands patrons » du parti mais demeure limitée à l'entre-soi des subalternes. Sans y prendre garde, notre perception des tensions qui travaillent la gouvernance de l'organisation comme le type d'informations et de rumeurs auxquelles nous avons accès traduit notre immersion dans un entre-soi socialement et statutairement situé au sein de l'univers partisan étudié. D'une certaine manière, nos informateurs privilégiés jouent un rôle déterminant d'agents d'acculturation dans le processus d'incorporation du sens pratique et des représentations du parti que nous subissons d'abord insensiblement. Leur rôle ne se cantonne donc pas à nous informer et à nous ouvrir certaines portes de l'organisation. Il consiste à nous socialiser à un type de position en son sein en nous transmettant leurs façons de le penser, de le voir et de s'y comporter^[55]. Ne serait-ce que pour nous éviter de commettre des impairs, ils exercent sur nous une sorte de contrôle bienveillant. Tout en nous donnant des recommandations ou des avertissements, ils cadrent le dicible et le pensable et participent ainsi à ce que nous intériorisons leur habitus militant spécifique.

Au fil des conversations ordinaires avec son ami-informateur, Philippe Aldrin épouse progressivement sa cartographie pratique des services de Solférino. Dans son carnet de terrain, il se surprend à écrire le « bunker » pour évoquer le couloir du premier étage où se trouvent les bureaux du Premier secrétaire et de son cabinet. C'est ainsi que les « petits » permanents le désignent afin de souligner le caractère à la fois hautement sélectif et très surveillé des allées et venues dans cette partie des bâtiments du siège. À plusieurs reprises, l'ami-informateur déconseille à Philippe Aldrin de s'y rendre pour se livrer à une observation inopinée et tenter d'obtenir des entretiens : « N'y va pas comme ça, ils vont te faire redescendre et tu finiras par ne plus être accepté ici. » Si ces recommandations amicales peuvent être interprétées comme une leçon sur le champ des déplacements possibles au sein du siège, d'autres interventions sont révélatrices du caractère infranchissable des frontières entre les sous-groupes sociaux qui le peuplent. Après plusieurs mois à partager des pauses café, des déjeuners ou des apéritifs de fin de journée, l'ami-informateur invite Philippe Aldrin à se joindre à des moments de sociabilité avec d'autres permanents du siège. Quand la discussion s'intensifie et que pointent les premières critiques sur les « cadres nationaux » ou les transformations en cours dans l'organisation du siège, un permanent se tourne vers Philippe Aldrin : « Il est sûr, lui ? » L'ami-informateur répond : « Tu peux parler, il est des nôtres ! »

Les discussions informelles peuvent aussi être le vecteur de transmission des normes implicites en vigueur dans l'univers partisan. Au début de son travail doctoral, Anne-Sophie Petitfils participe à la mobilisation d'une grande partie des chercheurs français, initiée en 2003, contre les réformes structurelles de « libéralisation » de l'enseignement supérieur et de la recherche, qui s'accroît au cours de l'année 2004. Lors d'une réunion du groupe « Sauvons la recherche », une journaliste du quotidien régional *La Voix du Nord* l'interviewe et reprend ses propos dans un article paru dans l'édition du 9 mars 2005. Bien qu'elle ait surtout tenu des propos « corporatistes », qui lui semblaient ajustés à la position inconfortable dans laquelle elle était, trois jours plus tard, le trésorier de la fédération UMP, ne manque pas de revenir sur

sa prise de position en tête-à-tête dans les locaux de la fédération. Sur le ton de la plaisanterie, il lance : « Tiens, je t'ai vue en photo dans *La Voix du Nord* ! Alors comme ça, tu es contre la réforme des universités ? » Cette réaction qui n'appelait pas de réponse était sans conteste un avertissement et un rappel des règles de discrétion et de non-publicisation des opinions contestataires qui prévalent dans cet univers militant. À mesure que l'enquête s'étire dans le temps, les questionnements sur l'adhésion de l'enquêteur·trice se transforment en pressions. L'invocation du principe de « neutralité axiologique » semble de moins en moins convaincre les enquêtés, a fortiori ceux qui sont les plus proches de l'enquêteur·trice, ses informateurs privilégiés. Les pressions ne concernent pas seulement l'adhésion au parti, elles portent également sur l'engagement effectif dans les activités partisans. Les occasions se multiplient de passer de l'observation de terrain à la participation observante. Aider à mettre sous pli, faire nombre dans la fosse d'un meeting ou lors d'une opération tractage sur un marché sont autant d'activités auxquelles l'enquêteur·trice peut s'adonner pour donner le change et espérer ainsi passer inaperçu·e.

Au fur et à mesure de son immersion, l'ethnographe incorpore progressivement l'habitus des militants et est donc pris·e dans des logiques de contrôle et d'autocontrôle inhérentes à la relation partisane. Ainsi, Anne-Sophie Petitfils a été sollicitée pour participer à un tournoi de football lors de l'université d'été de l'UMP à Marseille en 2006. Sélectionnés à l'échelle de la circonscription selon leurs mérites militants ou leur proximité avec les dirigeants jeunes de chaque fédération, les joueurs des équipes de football s'affrontaient et affrontaient au stade Vélodrome (privatisé pour l'occasion), une équipe de « people » composée d'anciennes stars du football, de personnalités du show-business et de ministres en activité. En octobre 2004, Philippe Aldrin accompagne son ami-informateur à une cérémonie de rupture du jeûne à laquelle une association musulmane a invité François Hollande et la direction du PS. Quelques permanents ont été conviés pour faire nombre. Après un discours qui met les rieurs de son côté en rappelant les mérites qu'aurait pour sa ligne l'observance du ramadan, le Premier secrétaire passe à toutes les tables. Il a un mot sympathique pour chacun·e. Il s'assoit un moment à la table des « socialistes » et engage une discussion à bâtons rompus sur le référendum interne sur la Constitution européenne que le PS organise en décembre. Quand il se lève pour rejoindre sa table, une permanente lance à la cantonade : « On le tutoie pas, c'est sûr, mais il est quand même plus proche de nous que les autres secrétaires nationaux. » La scène fait ici doublement sens. D'une part, elle illustre comment les échanges de ce type, avec des personnalités politiques de ce rang, constituent des biens rares et donc une incitation à l'engagement ou une réassurance de ce dernier. Pour des militants issus de classes modestes, la maîtrise des savoirs et savoir-faire d'une telle conversation politique mais aussi le côtoiement des personnalités du parti constituent des ressorts d'effacement de leur sentiment d'« indignité culturelle » et confèrent la satisfaction d'une élévation sociale^[56]. Vivre ces moments aux côtés des militants permet de comprendre que les contacts directs avec les leaders politiques, dans un univers où la recherche des intérêts matériels et personnels peut être disqualifiée^[57], sont autant de gratifications individuelles. D'autre part, cette scène montre que les mécanismes de contrôle qui sont constitutifs de la relation partisane – le caractère hiérarchique des rôles et des positions comme la surveillance réciproque de l'expression de l'habitus partisan – ne sont pas abolis dans les interactions qui se déroulent à l'extérieur des cadres explicites de l'organisation^[58].

Conclusion

Comme l'ont souligné les méthodologues de l'ethnographie organisationnelle, la négociation initiale puis réitérée de l'accès à la vie interne d'une organisation est une situation où cette dernière donne à voir sa culture profonde^[59]. Dans des organisations politiques qui arborent une façade institutionnelle « ouverte » et « non dogmatique », le contrôle social ne s'effectue pas tant a priori mais davantage a posteriori, une fois que l'enquêteur·trice a passé l'une des portes de l'organisation. Il s'agit alors de sonder ses motivations réelles, de vérifier sa compatibilité politique pour, le cas échéant, neutraliser sa possible dangerosité pour le parti. Ce contrôle s'opère à travers toutes sortes de dispositifs : éléments biographiques glanés à l'occasion de conversations badines, informations sur son compte, obtenues par diverses sources, collectes d'indices quant à ses agissements à l'intérieur comme à l'extérieur du parti, recommandations, rappel des règles voire injonctions sur les comportements acceptables et ceux valorisés par le collectif. Mais les analyses qui précèdent révèlent surtout que le contrôle très largement informel, tacite et parfois insensible, qui s'exerce sur l'enquêteur·trice, est au fond du même ordre que celui qui travaille au quotidien toute la relation partisane. En nous interrogeant sur les formes de surveillance et de contrôle auxquelles nous ont exposés nos enquêtes en immersion, nous avons voulu mettre au jour une dimension naturalisée et donc impensée de l'habitus partisan. À rebours d'une analyse théorique et formulée à distance de ces univers, le croisement de nos expériences ethnographiques montre par ailleurs qu'une même organisation politique est la matrice d'habitus variés et qui ont été façonnés par les expériences passées et les destins possibles au sein de l'ordre organisationnel.

Notes

- [1] Les premières remontent au tout début du xxe siècle : Moisei Ostrogorski, *La démocratie et les partis politiques*, Paris, Fayard, 1993 [1903] ; Robert Michels, *Les partis politiques. Essai sur les tendances oligarchiques des démocraties*, Paris, Flammarion, 1971 [1912].
- [2] Pour une esquisse de socioanalyse évoquant les premiers « voyous » bourdieusiens du Département de science politique de la Sorbonne et d'ailleurs, voir Michel Offerlé, « En r'venant d'la r'vue », *Politix*, no 100 (4), 2012, p. 66.
- [3] Non sans susciter de vives controverses. Cf. Frédéric Bon, Yves Schemeil, « La rationalisation de l'inconduite. Comprendre le statut du politique chez Pierre Bourdieu », *Revue française de science politique*, no 30 (6), 1980, p. 198-1228.
- [4] Florence Weber, « Settings, Interactions and Things. A Plea for Multi-Integrative Ethnography », *Ethnography*, no 2 (4), 2001, p. 475-499.
- [5] Michel Offerlé, *Les partis politiques*, Paris, PUF, 1987.
- [6] Michel Offerlé, Jean Leca, « Un "Que sais-je ?" en questions. Un débat avec Michel Offerlé et Jean Leca », *Politix*, no 2, 1988, p. 46-59.
- [7] Boris Gobille, Bernard Pudal, « Deux appropriations de Bourdieu en science politique », dans C. Leclercq, W. Lizé, H. Stevens (éd.), *Bourdieu et les sciences sociales : réceptions et usages*, Paris, La Dispute, 2015.
- [8] Maurice Duverger, *Les partis politiques*, Paris, Armand Colin, 1951.
- [9] À la suite du modèle de comparaison des systèmes partisans élaboré par Seymour Lipset et Stein Rokkan dans *Party Systems and Voter Alignments. Cross National Perspectives*, New York, Free Press/Londres, Collier-Macmillan, 1967.
- [10] Sur les spécificités (qualitative, située et néo-institutionnaliste) de cette approche française, voir Florence Haegel, « Les partis vus de France et d'ailleurs », dans F. Haegel (éd.), *Partis politiques et système partisan en France*, Paris, Presses de Sciences Po, 2007, p. 391-406.
- [11] Bernard Pudal, *Prendre parti. Pour une sociologie historique du PCF*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1989.
- [12] Frédéric Sawicki, *Les réseaux du Parti socialiste. Sociologie d'un milieu partisan*, Paris, Belin, 1997.
- [13] Bernard Lahire, « Objectivation sociologique, critique sociale et disqualification », *Mouvements*, no 24, 2002, p. 46-52.

- [14] Anne-Sophie Petitfils a soutenu en 2012 une thèse à l'Université Lille 2 (CERAPS), préparée sous la direction de F. Sawicki. Son terrain à l'UMP a été réalisé entre 2004 et 2008. Philippe Aldrin a soutenu en 2001 une thèse à l'Université Paris 1 (CRPS), préparée sous la direction de M. Offerlé. Son enquête sur les salariés du siège du PS s'est déroulée entre 2002 et 2004.
- [15] Clifford Geertz, « Being There. Anthropology and the Scene of Writing », dans *Works and Lives. The Anthropologist as Author*, Stanford, Stanford University Press, 1988, p. 1-24.
- [16] Pour fluidifier la lecture, les auteurs de ce texte ont choisi d'adopter l'écriture inclusive uniquement pour les noms communs et adjectifs au singulier.
- [17] Voir Philippe Aldrin, « Si près, si loin du politique. L'univers professionnel des permanents socialistes à l'épreuve de la managérialisation », *Politix*, no 79 (3), 2007, p. 25-52.
- [18] Sur cette phase liminaire de l'enquête dans les partis, voir Myriam Aït-Aoudia, Lucie Bargel, Nathalie Éthuin, Élise Massicard, Anne-Sophie Petitfils, « Franchir les seuils des partis. Accès au terrain et dynamiques d'enquête », *Revue internationale de politique comparée*, no 17 (4), 2010, p. 15-30.
- [19] Aux injonctions parfois contradictoires, voir Rémi Lefebvre, « Se conformer à son rôle. Les ressorts de l'intériorisation institutionnelle », dans J. Lagroye, M. Offerlé (éd.), *La sociologie des institutions*, Paris, Belin, 2011, p. 219-247.
- [20] Jack Katz, « A Theory of Qualitative Methodology : The Social System of Analytic Fieldwork », *Method(e)s – African Review of Social Sciences Methodology*, no 1 (1-2), 2015, notamment p. 138-139.
- [21] Pierre Fournier, « Des observations sous surveillance », *Genèses*, no 24, 1996, p. 103-119.
- [22] Peter Berger, Thomas Luckmann, op. cit., p. 79.
- [23] Élise Massicard, « Être pris dans le mouvement. Savoir et engagement sur le terrain », *Cultures & Conflits*, no 47 (3), 2002, p. 117-143.
- [24] Sur cette équivoque constitutive des institutions politiques démocratiques, toujours prises entre le modèle des organisations exerçant un contrôle minimal de leurs membres (comme les administrations étatiques sur leurs agents) et la logique de l'« institution totale » (à laquelle les partis politiques essaient de résister), voir Delphine Dulong, *Sociologie des institutions politiques*, Paris, La Découverte, 2012, p. 80-81.
- [25] Un tract diffusé à l'occasion des 48 h de l'UMP en 2006 énonçait : « Un mouvement populaire est avant tout un mouvement ouvert ».
- [26] À propos de son immersion à « visage découvert » au Front national, Daniel Bizeul explique comment se faire accepter auprès d'un parti se vivant comme « un monde retranché », « à part », dont les militants sont « en butte aux reproches dans leur famille ou sur leur lieu de travail ». Voir Daniel Bizeul, *Avec ceux du FN. Un sociologue au Front national*, Paris, La Découverte, 2003, p. 23 et 42.
- [27] Voir Kathleen Blee, « Ethnographies of the Far Right », *Journal of contemporary ethnography*, no 36, 2007, p. 121.
- [28] Goffman, prenant l'exemple des médecins d'un même hôpital devant des patients, désigne comme « équipe de représentation » les situations où des « gens se trouvent placés dans une étroite relation d'interdépendance mutuelle » face un même public. Voir Erving Goffman, *La Mise en scène de la vie quotidienne – Tome 1 : La Présentation de soi*, Paris, Minit, 1973, p. 79 et suiv. (p. 83 pour le passage cité).
- [29] Ibid., p. 137-138 pour les types de secrets.
- [30] On se souvient de la lettre, publiée dans la presse, du grand anthropologue Franz Boas à ce sujet. Voir Franz Boas, « Scientists as Spies », *The Nation*, 20 décembre 1919.
- [31] Éric Phélippeau, *L'argent de la politique*, Paris, Presses de Sciences Po, 2018.
- [32] Frédéric Sawicki, « Les partis politiques comme entreprises culturelles », dans D. Cefaï (éd.), *Les cultures politiques*, Paris, PUF, 2001, p. 191-212.
- [33] Frédéric Sawicki, 1997, op. cit., p. 47.
- [34] Delphine Dulong, op. cit., p. 83-85.
- [35] Sur les interrelations entre les choix d'études et le rapport à la politique, voir Sébastien Michon, « Les effets des contextes d'études sur la politisation », *Revue française de pédagogie*, no 163, 2008, p. 63-75. Plus spécifiquement sur les jeunes socialistes et jeunes UMP de cette génération : Lucie Bargel, Anne-Sophie Petitfils, « « Militants et populaires ! » une organisation de jeunesse sarkozyste en campagne. L'activation périodique d'une offre organisationnelle de militantisme et ses appropriations pratiques et symboliques », *Revue française de science politique*, no 59 (1), 2009, p. 51-75.
- [36] Lors de l'université d'été 2006 de l'UMP, la passation de notre questionnaire – mentionnant notre rattachement CNRS-CERAPS – suscite la bruyante réaction d'une élue : « Le CNRS ? C'est un repaire de gauchistes ! ».
- [37] Selon la « loi » de Festinger expliquant la « réduction de magnitude de la dissonance » par l'effet de cohésion cognitive exercé par le groupe d'appartenance. Leon Festinger, *A Theory of Cognitive Dissonance*, Stanford, Stanford University Press, 1957, p. 179 et suiv.
- [38] Les attentats de 2015 ont eu pour conséquence de durcir les conditions d'accès aux organisations politiques.
- [39] Si nous ne pouvions nous prévaloir d'un réseau lié à des titres valorisés dans les milieux politiques (Sciences Po, ENS, ENA...), notre relation avec les militants/permanents a été favorisée par un statut universitaire dont la précarité n'était pas réellement perçue. Anne-Sophie Petitfils est alors allocataire-monitrice à l'Université Lille 2 et Philippe Aldrin, Attaché temporaire d'enseignement et de recherche à l'Université Paris 1, enquêtait dans le cadre de son projet de recherche post-doctorat.

- [40] Voir Philippe Aldrin, « Si près, si loin du politique », op. cit.
- [41] Questionnaire qui pourra être diffusé après validation de Manuel Valls, alors secrétaire national à l'Organisation et à la Coordination.
- [42] Cette distinction entre pouvoir « apparent » et pouvoir « réel » des chefs est déjà présente dans les travaux de Maurice Duverger : M. Duverger, 1951, op. cit., p. 219 et suiv.
- [43] Karel Yon, « Modes de sociabilité et entretien de l'habitus militant. Militer en bandes à l'AJS-OCI », *Politix*, no 70, 2005, p. 141.
- [44] Bernard Lacroix, « Les paradoxes de la surveillance », *Cultures & Conflits*, no 53 (1), 2004 p. 5-8.
- [45] Sur ce point, voir Philippe Aldrin, *Sociologie politique des rumeurs*, Paris, PUF, 2005, p. 135 et suiv.
- [46] Robert Michels, op. cit.
- [47] Daniel Gaxie, « Économie des partis et rétributions du militantisme », *Revue française de science politique*, no 27 (1), 1977.
- [48] Le week-end de formation se tient en mai 2004 à Solférino.
- [49] Lucie Bargel, Muriel Darmon, « La socialisation politique », dans *Politika Encyclopédie des sciences historiques et sociales du politique*, TEPSIS, 2017 : www.politika.io/fr/notice/socialisation-politique
- [50] Nathalie Ethuin, « De l'idéologisation de l'engagement communiste. Fragments d'une enquête sur les écoles du PCF (1970-1990) », *Politix*, no 63 (3), 2003, p. 145-168.
- [51] Pour paraphraser la définition de l'éducation d'Émile Durkheim : Émile Durkheim, « Pédagogie et sociologie », *Revue de métaphysique et de morale*, 1903, p. 37-54.
- [52] Julien Fretel, « Habiter l'institution. Habitus, apprentissages et langages dans les institutions partisans », dans J. Lagroye, M. Offerlé (éd.), op. cit., p. 195-218.
- [53] Amin Allal, Nicolas Bué (éd.), *(In)disciplines partisans. Comment les partis politiques tiennent leurs militants*, Villeneuve d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, 2016.
- [54] Albert O. Hirschman, *Exit, Voice, and Loyalty. Responses to Decline in Firms, Organizations, and States*, Cambridge, Harvard University Press, 1970.
- [55] Sur l'apprentissage du métier politique dans les organisations de jeunesse des partis, comme processus de socialisation tacite et informel, voir L. Bargel, op. cit.
- [56] Comme dans le cas de la trajectoire d'un ancien ouvrier étudié par Claude Fossé-Poliak où l'engagement militant permet d'« amorcer un processus d'attraction et d'entraînement vers la légitimité culturelle ». Voir Claude Fossé-Poliak, « Ascension sociale, promotion culturelle et militantisme. Une étude de cas », *Sociétés contemporaines*, no 3 (3), 1990, p. 117-129. Voir aussi Sylvie Tissot, Christophe Gaubert, Marie-Hélène Lechien (éd.), *Reconversions militantes*, Limoges, Presses universitaires de Limoges, 2005, p. 11-12.
- [57] Daniel Gaxie, « Rétributions du militantisme et paradoxes de l'action collective », *Revue suisse de science politique*, no 11 (1), 2005, p. 157-188.
- [58] « Les entreprises de mobilisation collective ne peuvent réussir sans un minimum de concordance entre l'habitus des agents mobilisateurs (e. g. prophète, chef de parti, etc.) et les dispositions de ceux dont ils s'efforcent d'exprimer les aspirations. ». Cf. Pierre Bourdieu, *Esquisse d'une théorie de la pratique*, Paris, Seuil, 2015 (1972), p. 272.
- [59] Daniel Neyland, *Organizational Ethnography*, Londres, Sage, 2008, p. 75-78.